

Je suis porté à croire que le défaut essentiel du bill est qu'il ne prévoit aucune mesure susceptible d'arrêter une tendance qui se manifeste depuis un certain temps dans cette direction.

Honorables sénateurs, j'espère qu'avant la fin du débat, l'un des représentants du gouvernement nous donnera une réponse—peut-être le sénateur Connolly, qui était prêt à aborder la question et qui, je l'espère, le fera—au genre de critiques qu'a faites M. Kierans dans son discours à la Chambre des communes l'autre jour, ainsi qu'à diverses autres occasions, et que je suis tout prêt à appuyer. Peut-être y a-t-il une réponse satisfaisante à toutes ces critiques, peut-être n'y en a-t-il pas. Peut-être existe-t-il une réponse en partie satisfaisante. Peut-être certaines des critiques sont-elles justifiées, et d'autres non. J'aimerais qu'avant la fin du débat, un porte-parole du gouvernement nous donne son point de vue.

**L'honorable M. Martin:** Le sénateur Forsey n'est-il pas d'avis que certains des points de vue exprimés par M. Kierans vont à l'encontre des opinions et des recommandations du comité sénatorial permanent des banques et du commerce?

• (1250)

**L'honorable M. Forsey:** C'est tout à fait possible, mais je ne suis pas disposé à souscrire à l'infaillibilité du comité sénatorial permanent des banques et du commerce. J'ai la plus grande considération pour ce comité et pour le travail magnifique qu'il a accompli. Je ne veux en aucune manière déprécier ce qu'on a déjà dit à ce propos et que je partage entièrement. J'estime cependant, que ce n'est pas Rome qui parle par le truchement de ce comité. J'ai oublié la citation latine exacte et même si je m'en souvenais, je ne pourrais pas la dire surtout en présence d'humanistes tels le leader du gouvernement et d'autres distingués collègues.

Je demande finalement ce qu'on doit faire? Que peut faire le Sénat et que peut et doit faire chaque sénateur? Les situations ne sont pas exactement les mêmes en dépit de ce qu'a déclaré le sénateur Lawson au sujet de sa position privilégiée en tant qu'indépendant et le fait qu'il n'avait pas à tenir compte de celle d'un parti quelconque ou du gouvernement. Je voudrais l'assurer que, parmi les sénateurs libéraux, il s'en trouve au moins quelques-uns qui, comme je l'espère et le crois, désirent vivement étudier comme lui, de façon impartiale et attentive, le projet de loi. En tant que membres du parti libéral, nous ne pouvons certainement pas nous dissocier totalement de la position du gouvernement, si nous croyons que celui-ci vaut mieux qu'un autre. Il ne nous est pas possible de dire que, parce que nous ne sommes pas d'accord avec ce qui s'est passé ou parce que nous n'aimons pas une certaine mesure, nous voterons contre et essaierons dans la mesure du possible de faire tomber le gouvernement pour le remplacer par un autre que nous considérons moins satisfaisant. Je ne crois pas que nous puissions échapper à de tels sentiments.

Toutefois, pour une question aussi importante que celle-ci, je suis enclin à penser très sérieusement à ma propre position sur le sujet, bien que je sois partisan du gouvernement.

Que peut faire le Sénat au sujet de cette question? Évidemment, du point de vue technique, nous pouvons rejeter toute l'affaire. Nous avons le pouvoir de le faire et le Sénat a exercé ce pouvoir à de nombreuses reprises par le passé. Il a agi ainsi il y a relativement peu d'années sur des questions très importantes. Je ne crois pas en toute

franchise que nous puissions exercer ce pouvoir au sujet de ce bill. Il serait irréaliste de supposer que nous pouvons le faire. Je ne crois pas que les opposants les plus acharnés de ce bill, même s'ils ne l'aiment pas d'un bout à l'autre, de l'article 1 jusqu'à la fin, chaque virgule et point-virgule, ainsi que les numéros des paragraphes, je ne crois pas que quiconque dans cette Chambre croie qu'il serait pratique de parler du rejet possible de ce bill.

**L'honorable M. Choquette:** Alors pourquoi en parlez-vous?

**L'honorable M. Forsey:** Je suis désolé si je tarde à en venir au fait. Je dois demander aux honorables sénateurs de patienter encore un peu.

Que dire des amendements fondamentaux? Nous avons encore ici le droit de présenter les amendements que nous voulons. Cependant, nous devons admettre que tous amendements fondamentaux aux principes de base de ce bill sont irréalisables à l'heure actuelle et n'interviendront tout simplement pas. Je ne pense pas que les partisans les plus chaleureux du bill soient prêts à y apporter le moindre amendement dans l'espoir qu'il sera adopté ni même désireux d'en voir adopter.

Reste la question des amendements techniques, soit des amendements détaillés couverts ou partiellement couverts par le rapport de notre comité permanent des banques et du commerce. A ce sujet, nous sommes dans une position passablement difficile. Non seulement avons-nous le droit d'adopter tout amendement que nous estimons nécessaire, mais j'irais jusqu'à dire qu'il peut s'agir d'amendements qui, d'après des gens plus qualifiés que moi, sont assez importants pour que le Sénat insiste. Certains sénateurs peuvent estimer que les assurances données par le ministre des Finances, lorsqu'il a comparu devant le comité, n'étaient pas suffisantes. Ils peuvent penser qu'il faut faire autre chose avant que le bill ne soit renvoyé au comité et que peut-être certains amendements devraient être présentés et que le Sénat devrait insister. Je n'exclus pas cette possibilité, bien qu'elle puisse provoquer certains désagréments à ceux de l'autre endroit ou au gouvernement. Une fois encore, j'estime que cela dépend de l'importance que nous attachons à ces amendements. Il est possible qu'après examen un accord général intervienne et que le comité ne propose aucun amendement au Sénat. Mais je ne veux pas considérer cette hypothèse comme un fait acquis. J'espère que notre comité permanent des banques et du commerce, une fois que le bill lui aura été renvoyé, examinera très soigneusement la question des amendements de détail ou techniques, qu'il aura le courage d'en déclarer certains absolument nécessaires, et d'en faire rapport au Sénat. Si nous étions convaincus de la nécessité de ces amendements, j'aimerais que nous n'hésitions pas à les insérer dans le bill, et, en temps opportun, à renvoyer le bill à l'autre endroit, sans crainte d'y provoquer un tollé et des accusations malveillantes à notre endroit.

Le sénateur se trouve individuellement dans la situation que le sénateur Lawson a décrite. Je dois me faire une opinion sur la valeur ou les défauts de ce bill et déterminer ce qui importe davantage. Si je crois que les défauts l'emportent sur la valeur, je dois voter contre le bill, en guise de protestation. En réalité, c'est ce que M. Kierans a fait à l'autre endroit il y a quelques jours. Je ne veux aucunement critiquer M. Kierans, qui a voté contre la troisième lecture du bill. Si je décide de voter contre le bill, alors, je suis assez certain qu'il sera adopté avec seulement quelques amendements de détail, et j'imagine